

LA SECTION TCHÈQUE DU LYCÉE CARNOT 1920 - 2000

I

Plusieurs versions existent quant à la création de la section tchécoslovaque au lycée Carnot en 1920. L'une, fort répandue, met en avant le rôle joué par Edvard Beneš, personnage illustre de l'histoire tchécoslovaque. L'autre, plus vraisemblable, attribue à Ferdinand Špíšek, fonctionnaire du Ministère de l'Education nationale, la paternité de la section tchèque du lycée Carnot.

Il existe effectivement un lien entre la capitale bourguignonne et le futur président de la République tchécoslovaque. Le jeune Beneš, étudiant en droit, soutient sa thèse de doctorat, "Le problème autrichien et la question tchèque", le 24 juin 1908 à la Faculté de droit de Dijon. Les raisons de son séjour à Dijon ne sont pas sûres. Il peut s'agir, entre autres, de la présence de Louis Eisenmann, professeur à Dijon, qui lui-même a soutenu une thèse sur le compromis austro-hongrois à Dijon en 1904, et de celle du professeur Henri Moulin qui s'intéresse à la problématique des nationalités.

Un doute plane également sur la présence effective de Beneš à Dijon. Dans le registre des inscriptions de l'année universitaire 1906-1907, Beneš est inscrit en dernier, comme si son nom avait été ajouté. Par ailleurs, seule son adresse parisienne est mentionnée.

Il soutient néanmoins sa thèse avec succès et est reçu avec mention très bien comme le rapporte le Bien Public du 1^{er} juillet 1908 : « *M. Beneš, né à Kožlany (Autriche-Hongrie) a présenté sa thèse sur “le problème autrichien et la question tchèque” et a été admis au grade de Docteur en Droit de l’Université de Dijon (Science politique) avec la mention Très Bien* ».

Cependant, lorsque apparaît en 1920 l’idée de la section tchécoslovaque à Dijon, rien ne prouve qu’il y ait un quelconque rôle joué par Beneš. Certes, il était évident que l’idée bénéficierait et a peut-être bénéficié d’un accord de principe de la part de Beneš. Mais il est fort improbable que, Ministre des Affaires étrangères de la jeune République tchécoslovaque, il ait disposé du temps nécessaire pour s’intéresser activement à ce dossier au moment des négociations des Traités de Paix à Paris.

L’initiative et le rôle primordial dans la création de la section doivent donc être recherchés ailleurs. Des sections étrangères dans l’enseignement secondaire français existent déjà. Des expériences de ce genre ont été réalisées avec des Suédois, des Norvégiens... En 1919, l’Institut d’études slaves est fondé à Paris par le grand “ami des Tchèques”, Ernest Denis, historien, spécialiste de l’histoire tchèque. L’idée d’une section tchécoslovaque naît sans doute dans ce milieu où se distinguent deux amis et successeurs de Denis, Etienne Fournol, ancien député, vice-président administrateur de l’Institut d’études slaves, et Louis Eisenmann, le professeur dont la présence a sans doute été l’une des raisons du choix de Dijon par Beneš douze ans auparavant. Etienne Fournol se rend à Prague en 1920 pour exposer l’idée aux responsables du Ministère de l’Education nationale tchécoslovaque.

Il trouve immédiatement un allié infailible, Ferdinand Špíšek, fonctionnaire au Ministère de l'Education nationale tchécoslovaque, membre de la délégation tchécoslovaque à la Conférence de la Paix à Paris, chargé par le Ministère d'élaborer un régime de rapports scolaires et culturels avec la France, qui peut être considéré comme le véritable père de la section. Lui-même francophone et francophile, il part pour Paris avec l'idée d'une section lycéenne. Il note l'insuffisance de la préparation linguistique dans l'enseignement secondaire tchèque et le caractère irremplaçable d'un séjour d'études à l'étranger. Son projet trouve du soutien au Ministère car la France apparaît alors comme la principale puissance alliée de la Tchécoslovaquie et son grand modèle. Špíšek connaît Eisenmann et ce dernier le présente à Ernest Denis. Au niveau diplomatique le soutien est assuré par le Général Pellé, chef de la mission militaire française à Prague, ami de Eisenmann qui accompagne pendant un moment le Général à Prague au titre d'éminent connaisseur de la problématique austro-hongroise. Il semble que c'est justement le Général Pellé, qui suggère Dijon, comme lieu d'implantation de la section tchécoslovaque, ceci pour plusieurs raisons.

Premièrement, la présence à l'Université de Dijon d'un autre ami du Général Pellé, grand slavisant, spécialiste de la Russie, le professeur Jules Legras. Ce dernier n'a cependant joué aucun rôle actif lors de la genèse même de la section, et se montre même plutôt sceptique et réservé quant aux relations avec les Tchécoslovaques, tranchant ainsi avec l'attitude de Denis, Eisenmann ou Pellé. Néanmoins il change rapidement d'avis et bientôt il devient ce que le Général Pellé attend de lui : *"un mentor et un guide"* pour les Tchécoslovaques à Dijon. Sans doute le choix de Dijon est-il soutenu par Eisenmann. Certes il a quitté l'Université de Dijon pour Paris ; mais, ancien du lycée Carnot, il a soutenu sa thèse de doctorat à Dijon en 1904 et est, depuis 1905, toujours chargé des cours d'histoire contemporaine à l'Université de

Dijon. Du côté tchèque, Dijon apparaît comme un lieu opportun, grâce à sa relative proximité de la Tchécoslovaquie. Par ailleurs, le choix de la Bourgogne plaît bien à Ferdinand Špíšek qui y trouve un parallèle métaphorique avec l'importation de la vigne bourguignonne en Bohême par Charles IV.

II

L'accord du proviseur du lycée Carnot, Gaston Lesire, acquis, rien ne s'oppose donc à l'envoi rapide du premier contingent tchécoslovaque à Dijon. Le concours pour les bourses se tient rapidement, une convention est signée en octobre 1920 et le dimanche 24 octobre de la même année les dix-neuf élèves, membres de la section tchécoslovaque du lycée Carnot, sont accueillis au Ministère de l'Education nationale tchécoslovaque par le Ministre Josef Šusta, l'Ambassadeur de France M. Couget et par le "père" de la section Ferdinand Špíšek. Le même jour au soir, ils quittent Prague par le train à destination de Dijon, accompagnés de Bohuš Tenora, le premier administrateur de la section, chargé de dispenser des cours de langue et d'histoire tchèques.

Ils arrivent à Dijon après cinquante heures de voyage le 26 octobre 1920, soit quelques semaines après le début des cours. Les responsables du lycée se montrent d'abord quelque peu embarrassés. Comment faut-il intégrer les Tchécoslovaques ? Ils créent alors un programme d'enseignement spécial pour eux jusqu'à la fin du premier trimestre. Ce n'est qu'à partir du 1^{er} janvier 1921 que les élèves tchécoslovaques sont répartis dans les classes

françaises. Les documents administratifs du lycée mentionnent bien sûr l'événement : « (...) le lycée a reçu un groupe de dix-neuf élèves tchèques internes : et ce groupe donne complète satisfaction pour son bon esprit et sa tenue. » (Procès-verbal de la réunion trimestrielle du Conseil de discipline du 18 décembre 1920).

Plus tard, le sujet est abordé plus longuement, d'autant plus que l'arrivée des Tchécoslovaques ne se fait pas sans petit problème d'ordre matériel : « Monsieur le Proviseur donne quelques explications sur la présence au lycée d'un groupe de dix-neuf élèves tchécoslovaques. Comme il fallait pour eux un dortoir et une étude en plus, on a dû prendre un agent nouveau pour ce dortoir et un surveillant d'internat pour l'étude. Le surveillant est un jeune homme tchèque payé par son gouvernement et que le lycée n'a qu'à loger et nourrir. Cette étude nouvelle a deux heures de gymnastique comme les autres. Pour familiariser ces élèves à la langue française, et les mettre plus vite en état de suivre les classes de 2^{nde} C, 2^{nde} B, on leurs donne dix heures spéciales de classes de français, payées au taux des heures supplémentaires. Le lycée avait demandé au Ministère un crédit spécial pour leurs acheter vingt couvertures, dix tables de classe à deux places et pour aménager une cheminée dans leur dortoir et leur salle de cercle. Le Conseil regrette que ces améliorations dont le lycée aurait bénéficié n'aient pu être accordées. » (Procès-verbal de la séance du Conseil d'administration du 22 novembre 1921).

Par ailleurs, la présence des internes tchécoslovaques exige des modifications du règlement de l'internat. En effet, tenant compte de l'habitude de plus grande liberté des élèves tchécoslovaques dans leur pays, le lycée leurs accorde deux sorties libres hebdomadaires exceptionnelles.

Rapidement, la présence tchécoslovaque devient naturelle. Ainsi, la réunion trimestrielle du Conseil de discipline du 20 décembre 1921 remarque simplement : « *Un second groupe d'élèves tchécoslovaques est venu et donne satisfaction comme le premier* ».



Les élèves tchécoslovaques sont soit boursiers des gouvernements tchécoslovaque ou français, soit bénéficiaires d'une bourse privée - le Ministère des Affaires étrangères français a d'ailleurs lancé une initiative en direction des entreprises françaises - ou bien couvrent les frais par leurs propres moyens - le niveau des revenus est comparable entre la France et la Tchécoslovaquie à l'époque. Cependant, les boursiers sont les plus nombreux. Il s'agit souvent d'élèves d'origine modeste, la plupart viennent des campagnes.

La section est un succès incontestable. Son existence est rappelée par la Déclaration relative aux relations scientifiques, littéraires et scolaires entre la République tchécoslovaque et la France des 25 juin 1923 et 30 avril 1924. Entre 1920 et 1938 plus de deux cents élèves tchèques passent par le lycée Carnot. Dans le même temps six professeurs "administrateurs de la section" se succèdent : MM. Tenora, Stibral, Sova, Lyer, Kripner et Krušina, ce dernier est lui-même un ancien de la section entre 1925 et 1928.

Depuis le début des années 1930, une association des anciens élèves des sections tchécoslovaques a été créée sous l'impulsion, notamment, de Jaroslav Trnka, juriste installé à Paris, un des dix-neuf tchécoslovaques de la promotion dijonnaise de 1920. L'association est assez active et publie en 1930 un annuaire à l'occasion du dixième anniversaire de la création de la section dijonnaise. Ensuite, jusqu'en 1938 elle publie régulièrement une revue franco-tchèque "Rencontres". En 1937 et 1938, l'association crée même un prix

destiné aux excellents élèves des lycées où se trouvent les sections tchécoslovaques.

L'exemple dijonnais fait des émules. En 1923, une section de filles est fondée à Saint-Germain-en-Laye, lieu symbolique pour la Tchécoslovaquie par la signature du Traité de Paix en 1919 entérinant la fin de l'Empire austro-hongrois, en 1924, une autre section de garçons est créée à Nîmes, ville natale d'Ernest Denis.

L'existence des sections est pourtant contestée en Tchécoslovaquie et jugée préjudiciable pour le sentiment national des élèves. Mais les défenseurs des sections, avec Ferdinand Špíšek en première ligne, devenu directeur au Ministère de l'Education nationale, ont facilement raison de ces contestations. Des aménagements de programme tiennent compte de l'appartenance nationale des élèves de la section ; ainsi au baccalauréat ils passent également un examen de langue, d'histoire et de littérature tchécoslovaques. En 1924, d'ailleurs, Jules Legras, Louis Eisenmann et Ferdinand Špíšek, les trois parrains de la section, se retrouvent respectivement examinateurs de ces trois matières. De plus, les élèves tchécoslovaques obtiennent de remarquables résultats en France, des succès tout à l'honneur de la jeune République. Le prix d'honneur des anciens élèves du lycée Carnot est plusieurs fois décerné à un Tchécoslovaque. En 1926, un des "sectionnaires" est reçu à Polytechnique. En 1927, un Tchèque est deuxième du Concours général de géographie. Plus tard, ils poursuivent souvent une brillante carrière en Tchécoslovaquie. Symbolisant ce succès, la distribution des prix aux élèves du lycée Carnot le 13 juillet 1938 est présidée par son Excellence Štefan Osuský, Ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Paris.

Les circonstances politiques s'aggravent et deviennent menaçantes pour la section. Le drame de Munich approche. Le Ministère de

l'Education nationale tchécoslovaque organise néanmoins le concours de sélection pour Carnot en 1938 et vers le 15 novembre 1938, six semaines après les accords de Munich, les élèves tchécoslovaques, dont neuf nouveaux entrant en seconde, rejoignent le lycée Carnot. Mais, si à ce moment l'illusion d'une Tchécoslovaquie souveraine peut encore être entretenue, le 15 mars 1939 c'est la fin définitive. La Tchécoslovaquie, sous la pression de Hitler, éclate. La partie tchèque est envahie par l'armée allemande et devient le Protectorat de Bohême - Moravie. Pour un certain temps, les bourses et le traitement de l'administrateur de la section, Alois Krušina, continuent d'être envoyés, notamment grâce à Ferdinand Špíšek, alors directeur de l'enseignement secondaire au Ministère de l'Education, et à M. Jirouš, chef de la section au Ministère, un ancien de Carnot. Mais en juin 1939, les sections en France, Dijon, Saint-Germain-en-Laye et Nîmes, sont officiellement supprimées par les autorités de Prague. Les membres des sections sont officiellement informés par l'intermédiaire de l'Ambassade de Suède à Paris. Ils sont sommés de rentrer au plus vite dans le Protectorat. Certains obéissent, d'autres choisissent de rester en France. Ils sont alors aidés par les Dijonnais. Sous l'impulsion de Robert Jardillier, maire de Dijon et ancien professeur d'histoire au lycée Carnot, un cercle franco-tchécoslovaque s'organise pour prendre en charge les élèves tchécoslovaques ayant refusé de rentrer dans leur pays occupé. Le Conseil général de Côte d'Or intervient également. Il en est remercié par M. Jardillier en ces termes : « *Le Conseil général s'honore, en comprenant la situation tragique de ces jeunes gens, séparés de leur patrie, de leurs familles - ils ont trouvé à Dijon, grâce à vous, aide matérielle et terre d'asile* ». Avec l'entrée en guerre de la France, la plupart s'engagent. Ils vont faire partie des légionnaires tchécoslovaques réunis au camp de Agde. Après la défaite, certains sont prisonniers, d'autres réintègrent la vie civile et seront naturalisés français par la suite, d'autres encore gagnent l'Angleterre pour continuer le combat. Un ancien Tchèque de

Carnot est mort à Dunkerque en 1940. Au total, une vingtaine d'anciens des sections tchécoslovaques en France trouvent la mort sur les différents champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale.

III

La guerre n'est pas encore finie sur le territoire tchécoslovaque et voilà que des dirigeants tchécoslovaques pensent déjà à réouvrir les sections en France. En effet, entre le 19 et le 30 avril 1945, des négociations s'ouvrent entre les responsables français et les représentants du gouvernement tchécoslovaque en exil à Londres. L'un des membres de la délégation tchécoslovaque est Miloš Sova, professeur, alors chef de section au Ministère de l'Instruction publique, de la Culture nationale et de l'Education à Londres, ancien administrateur de la section tchécoslovaque au lycée Carnot. Les négociateurs signent le 8 décembre 1945 le Protocole additionnel à la Déclaration relative aux relations scientifiques, littéraires et scolaires entre la République tchécoslovaque et la France des 25 juin 1923 et 30 avril 1924. Ce protocole additionnel stipule dans son article 6 la réouverture des sections tchécoslovaques en France : « *Le Gouvernement français, se proposant de restaurer les sections tchécoslovaques des établissements français du second degré de Dijon et Nîmes (...) ouvrira, dès l'année 1945/46 les sections tchécoslovaques de ces établissements admettant dans chacun de ces établissements environ dix boursiers ou boursières dans la classe de seconde. Il a été convenu que selon les pratiques en usage dans le passé, ces boursiers tchécoslovaques suivraient pendant trois ans les cours de l'enseignement français du second degré et, à condition*

de satisfaire aux règlements en vigueur, seraient autorisés à subir les épreuves du baccalauréat (...) Le Gouvernement français admettra ces boursiers dans des camps français de jeunesse au cours des vacances précédant la rentrée afin de leurs donner la possibilité de se perfectionner dans la connaissance de la langue française». Par ailleurs, le protocole prévoit une commission franco-tchécoslovaque chargée de veiller sur l'application de la convention.

Entre le 26 et le 31 janvier 1947, Louis Joxe, directeur général des relations culturelles au Ministère des Affaires étrangères, est en voyage en Tchécoslovaquie afin de négocier les modalités d'application de l'accord culturel de décembre 1945. Il exprime alors sa satisfaction au sujet de la reprise des sections. La commission mixte se réunit pour la première fois à Paris du 24 au 26 mars 1947. Le procès-verbal mentionne le fait que « *des sections de ce genre aient été restaurées à Saint-Germain-en-Laye, à Dijon et à Nîmes*». Par ailleurs, il fait état de la demande tchécoslovaque pour que l'enseignement du russe soit assuré aux "sectionnaires". La deuxième réunion de la commission se tient à Prague le 11 octobre 1947. Elle remarque avec satisfaction que "*pendant l'année 1947/48, pour la première fois depuis la guerre, chaque section comprend des élèves appartenant aux trois classes supérieures des lycées en question*".

Cependant, le "coup de Prague" a lieu en février 1948. La Tchécoslovaquie bascule du côté soviétique, la chasse aux opposants commence. Dans ce contexte, il ne saurait être question de prolonger une quelconque coopération au niveau scolaire avec un pays du "camp impérialiste". Les Tchécoslovaques décident de ne plus appliquer la convention de décembre 1945 et de ne plus envoyer d'élèves dans les lycées en France. Pour la deuxième fois en dix ans le lycée Carnot perd "ses Tchèques".



Ce n'est que dans les années 1960 qu'est à nouveau envisagée l'existence des sections tchécoslovaques dans l'enseignement secondaire français. Le projet devient encore plus plausible en 1963 avec l'accession au poste de Ministre de l'Education tchécoslovaque de Čestmír Císař, un ancien de Carnot. Le 20 mars 1965, dans le cadre d'un voyage officiel, Císař se rend à Dijon. Il visite le lycée, retrouve quelques-uns de ces professeurs et est accueilli par le proviseur M. Hausslein. Il exprime sa gratitude aux professeurs de français qui lui «*ont appris à aimer la science et à respecter l'homme*». Lors d'un entretien avec le recteur Marcel Bouchard et avec le proviseur, il évoque la possibilité de la reprise de la section. Le 29 juin 1965, un Accord de coopération scientifique et technique est signé par les deux gouvernements. Le projet devient assez rapidement réalité. Douze élèves tchécoslovaques entrent en seconde au lycée Carnot à la rentrée 1966. Ce retour ne passe pas inaperçu. Le Bien Public publie un article sur le sujet et les élèves sont accueillis par le Maire de Dijon, le chanoine Kir. La base juridique de la section demeure le protocole de 1945. L'envoi de douze élèves par an est convenu. Le concours se passe exclusivement sous l'autorité du Ministère tchécoslovaque, parallèlement à Prague et à Bratislava. La volonté de continuer cette coopération est réaffirmée par l'Accord culturel franco-tchécoslovaque du 26 octobre 1967. Cinq promotions de douze élèves tchécoslovaques passent au lycée, répartis à peu près également entre les sections scientifiques et littéraires. Tout comme leurs prédécesseurs, ils réussissent brillamment leurs études.

Néanmoins, les choses se gâtent rapidement. Les tensions montent après la répression du "Printemps de Prague" par l'armée soviétique. En 1970, le lycée veut célébrer le cinquantenaire de la section

tchécoslovaque. Il est convenu qu'une délégation des anciens élèves tchécoslovaques participe aux cérémonies. Mais finalement, la célébration se fait sans les anciens. L'Ambassade tchécoslovaque à Paris annonce que des « *difficultés techniques mettent obstacles à l'envoi d'une délégation d'anciens élèves tchèques* »...En 1971, il n'y a pas de concours pour recruter en seconde. En mars 1972, la Tchécoslovaquie décide de ne pas renouveler l'Accord culturel franco-tchécoslovaque. A la rentrée 1973, les élèves tchécoslovaques ne reviennent pas au lycée Carnot. L'Ambassade tchécoslovaque fait savoir qu'elle ne considère pas utile une coopération scolaire au niveau de l'enseignement secondaire.

IV

En novembre 1989, le régime communiste s'écroule en Tchécoslovaquie. Les nouveaux dirigeants sont tous d'accord pour prôner le "*retour en Europe*". Il s'agit de retrouver les anciens liens avec les pays occidentaux. Le lien entre la Tchécoslovaquie et la Bourgogne à travers la section tchécoslovaque du lycée Carnot ne saurait être oublié, d'autant plus qu'il s'agit d'une coopération, dans le domaine de l'éducation, domaine particulièrement ravagé par quarante années de régime communiste. Seulement, désormais, il s'agit d'une section tchèque. Depuis la fédéralisation de 1969 l'éducation est de la compétence des républiques fédérées et il n'y a pas de Ministère de l'Éducation au niveau fédéral. Le partenaire du Conseil régional de Bourgogne et du lycée Carnot est le Ministère de l'Éducation nationale tchèque. La séparation de la République tchèque et de la Slovaquie le 1^{er} janvier 1993 n'affectera aucunement le fonctionnement de la section.



L'initiative du renouveau de la section revient, comme en 1965, à Čestmír Císař, un ancien de Carnot. En décembre 1989, il est nommé ambassadeur en mission spéciale par le gouvernement tchécoslovaque. Sa tâche principale est, entre autres, de renouer la coopération culturelle et éducative avec la France. Il négocie avec les Ministères des Affaires étrangères et de l'Education nationale, qui expriment leur accord, pour la réouverture des sections tchécoslovaques à Dijon et à Nîmes.

Le 25 janvier 1990, M. Císař se rend à Dijon pour relancer les relations entre la Tchécoslovaquie et la Bourgogne. Outre ses négociations à la Mairie de Dijon et au Conseil régional de Bourgogne, il se rend au lycée Carnot pour "retrouver son banc" comme il le dit lui-même. Lors d'un entretien avec Madame Albert, proviseur du lycée, il évoque la possibilité d'une renaissance de la section. Cette initiative trouve le soutien du Conseil régional de Bourgogne grâce notamment au premier vice-président de l'époque, M. Jean-François Bazin. Le Ministère des Affaires étrangères français charge M. Jean-Yves De Longueau, alors attaché linguistique à l'Ambassade de France à Prague, de coordonner la réalisation de ce projet. Une délégation se rend à Prague en juin 1990 pour négocier le retour des Tchécoslovaques au lycée Carnot avec les responsables du Ministère de l'Education nationale tchèque, et particulièrement avec le directeur de sa section des affaires internationales M. Pavel Cink. En septembre 1990, la première dizaine d'élèves tchécoslovaques arrive au lycée Carnot.

Juridiquement, il s'agit du retour à l'application de l'Accord culturel de 1967. Le 31 janvier 1991, le Programme de coopération culturelle,

éducative, scientifique et technique pour les années 1991-1993 est signé à Paris. L'article 24 de ce programme est consacré à la question des sections : «*Les parties contractantes se félicitent de la réouverture en septembre 1990 des anciennes sections tchéco-slovaques dans les lycées de Dijon et de Nîmes. (...)*». La commission mixte qui se réunissait même avant 1989 aborde le sujet des sections. Leurs réouvertures sont citées dans le procès verbal de la réunion de janvier 1991 à Paris. Par ailleurs, les modalités de financement sont précisées par le relevé de conclusion d'une réunion des représentants de la Région de Bourgogne et de ceux du Ministère des Affaires étrangères. Le 28 janvier 1993, les Ministres de l'Éducation des deux pays et le Secrétaire d'État à l'Enseignement technique de la République française, MM. Jack Lang, Petr Pit'ha et Jean Glavany signent à Paris le Protocole de coopération entre le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports de la République tchèque, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture et le Secrétariat d'État à l'Enseignement technique de la République française. Une partie de ce protocole est consacrée aux sections : «*La partie tchèque rappelle son attachement à la réouverture en 1990 de ces sections, en lesquelles elle voit un symbole de la tradition d'amitié entre les deux pays*».



La section tchèque du lycée Carnot renoue avec la tradition et la bouleverse. En effet, le caractère strictement masculin de la section n'a pas résisté longtemps puisque les portes du lycée se sont ouvertes aux jeunes filles tchèques, absentes depuis sa création en 1920. Une première jeune fille entre en seconde en 1992, une autre en 1996, deux en 1997, une en 1998 et deux en 2000.

Chaque année le concours se tient au Ministère de l'Éducation

nationale à Prague. Le jury est composé de représentants de l'Ambassade de France, du lycée Carnot, du Ministère de l'Education nationale tchèque et de la Maison de Bourgogne à Prague. Désormais, tous les élèves sont boursiers du Conseil régional de Bourgogne et du Gouvernement français. Les élèves entrent en seconde et poursuivent le cycle lycéen français jusqu'en terminale pour passer le baccalauréat.

La reconnaissance de la section tchèque et de la tradition d'accueil du lycée Carnot est véritablement devenue manifeste lors de la visite d'Etat en France du président de la République tchèque Václav Havel du 2 au 4 mars 1999. Le 4 mars 1999, Václav Havel s'est rendu en Bourgogne à la rencontre des vingt-sept élèves tchèques du lycée Carnot. Ce fut alors un grand moment d'émotion et de fierté pour ces élèves, leurs professeurs et le proviseur du lycée, Madame Colette Woycikowska, d'accueillir le président tchèque et de s'entretenir avec lui. Sont revenus alors à la mémoire de tous quelques grands noms de la section tchèque comme Václav Černý ou Jiří Voskovec.